

Bons baisers de Russie

Gérard Depardieu n'était vraiment pas dans son meilleur rôle en donnant l'accolade à Vladimir Poutine lors de la remise de son passeport russe.

Mais 13 % d'impôts, garantis par le premier ministre Medvedev lui-même, méritent sans doute de décerner au régime russe le titre de « grande démocratie » !

Notre Raspoutine de pacotille n'est d'ailleurs pas à sa première bassesse, lui qui clamait l'an dernier en Tchétchénie « *Gloire à Kadyrov* », le dictateur local à la botte du Kremlin.

En matière fiscale, le Conseil constitutionnel a été plus retors que Depardieu. Il a déniché un vice de forme pour retoquer le timide projet de taxer à 75 % la seule part des revenus au-delà du million d'euros : la formule retenue aurait « *méconnu le principe d'égalité devant les charges publiques* » ! Dans le petit cénacle certainement très égalitaire des ultras-riches concernés par cette mesure gouvernementale purement symbolique, on en rit sans doute encore...

Du côté du gouvernement, on s'incline déjà. Après avoir parlé de « réaménager » la mesure en la prolongeant jusqu'en 2017 (et pas seulement pour deux ans comme prévu initialement), voilà que Moscovici, le ministre de l'économie, dément et en rabat, en garantissant que la taxation, quelle qu'elle soit, sera provisoire ! Donc chapeau bas devant les riches et le patronat.

Rendre coup pour coût

S'il en fallait une preuve, Hollande l'a donnée à l'occasion de ses vœux de Nouvel An. Il s'est ainsi félicité du crédit d'impôts de 20 milliards octroyé aux entreprises au nom du « pacte de compétitivité ». Voilà qui, selon lui, devrait permettre d'embaucher.

Mais si les milliards de subventions et de cadeaux fiscaux accordés au patronat depuis tant d'années conduisaient à réduire le chômage, cela se saurait ! Le Medef, lui, applaudit à ce nouveau pactole mais insiste pour que le parlement ne vote aucune contrepartie. Une plaidoirie entendue par le gouvernement qui s'est empressé de s'opposer aux quelques amendements en sens contraire.

Lorsque Hollande annonce qu'il veut « *coûte que*

coûte » inverser la courbe du chômage d'ici un an, il y a donc de quoi se méfier... et se préparer à rendre coup pour coût !

Or la note pourrait être salée si le patronat parvenait à imposer ce qu'il souhaite dans les négociations en cours avec les confédérations syndicales : non seulement faciliter encore les licenciements mais aussi, entre autres choses, plafonner les indemnités dues aux salariés licenciés de façon abusive – une assurance à l'usage des patrons voyous, en somme !

Afin d'être tout à fait clair, Hollande est retourné la semaine dernière à la raffinerie Petroplus, près de Rouen, dont le dépôt de bilan menace 470 emplois. Il y a un an, il en appelait aux garanties de l'État ; il a expliqué cette année qu'il ne faut rien en attendre, et surtout pas une nationalisation, brièvement évoquée par Montebourg à propos des aciéries de Florange. Le ministre, bien présent, n'a pas bronché.

С Новым годом* !

**prononcer « S'novim godom » en russe « bonne année »*

Est-ce à dire que l'année sera mauvaise ? Pas forcément. Qu'il n'y ait rien de plus à attendre de ce gouvernement de gauche que du précédent de droite n'est pas une surprise. Mais si, face aux attaques qui redoublent, aux « plans sociaux » annoncés dans de grandes entreprises mais aussi dans bien d'autres, les travailleurs renouent avec le combat collectif et la convergence des luttes, tous les espoirs sont permis.

Donc *С Новым годом !* Non pas aux Depardieu et aux oligarques d'ici et d'ailleurs, mais à tous ceux qui contestent les pouvoirs et les arbitraires de tous poils. Bonne année combative au monde du travail, aux licenciés et Licencielles, aux opposants à l'Ayraultport de Notre-Dame-des-Landes, à tous les peuples en butte aux plans d'austérité assassins, aux femmes indiennes, aux ouvriers chinois en grève, à tous nos frères et sœurs de lutte au-delà des frontières...

Sans oublier *С Новым годом !* aux Pussy Riot et aux opposants à Poutine, dont ce malheureux Depardieu qui dans une autre vie avait préféré interpréter Danton que Raspoutine, aurait mieux fait de s'inspirer !

Des vœux bateau

Comme chaque année, c'est la saison des vœux de la direction. Ghosn a une idée fixe : le Free Cash Flow. Et Tavares reste adepte des métaphores marines : dans la « tempête », « nous sommes parvenus à garder le bateau à flots et encore manœuvrable »... Un bateau ? Non, une galère : tais-toi et rame !

Pas tous égaux devant la crise

La baisse des ventes de Renault, et de la plupart des généralistes, en France en 2012 n'est pas surprenante : les mesures d'austérité en Europe créent du chômage et appauvrissent les populations. Les marques low cost (Dacia) ou celles qui cassent les prix (Chevrolet, Hyundai-Kia) résistent le mieux. Et le haut de gamme progresse (Audi, BMW, Mercedes) : les riches ne connaissent pas la crise.

Coup de semonce

Les 11 et 12 décembre 2012, plusieurs milliers de travailleurs de Renault ont débrayé contre les mesures de flexibilité que la direction voudrait imposer au nom de la « compétitivité » : 900 à Flins, 600 à Douai, 400 au Technocentre, 300 à Cléon, 200 à Sandouville et au Mans, 150 à Lardy...

De son côté, la direction a choisi de ne pas faire de nouvelles annonces à la réunion du 11 et de reporter celle du 18 décembre. Une pause bien inspirée...

Atteinte au droit de grève

En plus de la déduire du salaire, la direction a voulu décompter l'heure de grève du 12 décembre du compteur Horaire Variable : une double retenue complètement illégale. Face aux protestations des grévistes, elle a dû revenir en arrière. Non mais !

Chevauchement des calendriers

Une nouvelle réunion sur la compétitivité est prévue le 9 janvier. Objectif de la direction de Renault : boucler un accord d'ici la fin du mois. Au niveau national, des discussions sur le même thème ont lieu entre patronat et syndicats. Les projets du MEDEF et de Renault sont très ressemblants : flexibilité, baisse des salaires, mobilités imposées, précarité...

Mais les discussions prennent un peu de retard, et tout n'est pas joué : à condition de bousculer ces plannings en mettant la mobilisation à l'agenda.

Classique revisité

Dans un communiqué, la direction justifie la suppression du CEF (Compte Epargne Formation) par le « retour » à « une approche classique » permettant « d'entériner la réalisation de la formation sur le temps de travail effectif ».

Jusqu'à présent, le CEF était utilisé illégalement pour des formations nécessaires à la tenue du poste de travail, qui doivent obligatoirement être prises sur le temps de travail effectif. L'« approche classique » n'est donc rien d'autre que la loi.

Relevé des compteurs

Après avoir été manipulés jusqu'à la fin (repas non pris, franchises, re-crédit des heures de grève le 19 décembre...), les compteurs Horaires Variables ont été remis à zéro le 31/12. Dur à suivre.

A la rentrée, il était en plus impossible de vérifier si les 5 premières heures positives avaient bien été basculées dans le Capital Temps Individuel (CTI). Les heures effectuées au-delà ont été carrément supprimées, mais pas perdues pour tout le monde...

Vive l'Europe des travailleurs

La crise est l'occasion pour le patronat de passer à l'offensive partout en Europe, afin de réduire la part versée aux salariés. Le secteur automobile est particulièrement visé depuis plusieurs années : accords dits de « compétitivité » (Sevelnord, Renault Espagne), suppressions d'emplois, fermetures de sites (PSA, Opel), flexibilité (BMW, Fiat, Nissan Sunderland, VW), diminution du salaire d'embauche et modération salariale (VW)... Le tout au nom d'une concurrence où les salariés sont les grands perdants. Mais il y a une meilleure solution : faire front contre la flexibilité, contre l'austérité, pour le partage du travail et l'augmentation des salaires.

Variable d'ajustement

La prestation a fait les frais des bouclages de budget 2013 : les -15 % annoncés au début sont devenus -30, voire -50 % dans certains secteurs. Au mépris des projets en cours et des collègues prestataires. Et Renault ne supprime soi-disant pas des emplois ?

Argent facile

La vente de la participation de Renault chez Volvo AB a rapporté 1,5 milliards d'euros. De quoi augmenter les salaires et créer des emplois !

Vous avez dit crise ?

L'action Renault a grimpé de 51,8 % en 2012. Les boursicoteurs vont bien : merci pour eux.

Le second de la classe

Avec 13 millions d'euros en 2011 (9,9 de Nissan et 2,9 de Renault), Ghosn est le second patron le mieux payé du CAC40 selon Proxinvest. Encore un effort !

Les TRW manifestent quai Le Gallo

Le 14 décembre, 200 salariés venus de Ramonchand dans les Vosges, ont manifesté à Boulogne devant le siège de Renault. Le groupe américain TRW veut liquider ce site de 313 personnes mis en redressement judiciaire en juillet. Les salariés se battent pour sauver leur emploi, alors que Renault, principal donneurs d'ordre avec PSA, refusait de renouveler ses commandes. La mobilisation a obligé Renault à promettre de maintenir une partie de ses commandes. Une première étape, mais Renault peut mieux faire.